

Interview de Jean Monnet (RTL, 22 janvier 1972)

Source: La vie de Jean Monnet et l'Europe / Jean Monnet.- Paris: RTL [Prod.], 22.01.1972. RTL, Paris. - SON (00:07:34, Montage, Son original).

Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_monnet_rtl_22_janvier_1972-fr-50fod783-afee-4foa-b06b-5777fa6cf98c.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Interview de Jean Monnet (RTL, 22 janvier 1972)

[Journaliste] Votre vie, c'est tout de même une aventure d'un demi-siècle d'obstination. Vous avez voulu l'Europe, vous partagez avec Robert Schuman le titre de « monsieur Europe ». Comment cette idée, cette volonté vous est-elle venue ? Pourquoi ?

[Jean Monnet] Mais alors, vous voulez que je vous raconte toute mon existence ?

[Journaliste] Rapidement.

[Journaliste] Vous avez commencé à y réfléchir un peu pendant la guerre de 1914 ?

[Jean Monnet] Alors, je vais vous dire, mais je vais vous dire ça rapidement parce que... Mais à la guerre de 1914, j'étais très jeune. J'avais été réformé, mais le gouvernement français était – avant la Marne – s'était réfugié à Bordeaux qui était près de chez moi, où je suis né, à Cognac, et j'avais été frappé par ce que j'ai lu dans les journaux, ce que j'entendais etc. : que les Français et les Anglais, ils avaient bien un objectif commun, ils étaient à la même guerre, mais ils n'agissaient pas en commun. Chacun menait sa guerre, ça m'a semblé absurde. J'ai expliqué ça au gouvernement d'alors qui m'a envoyé à Londres, qui était le centre économique de la coalition à l'époque, et là, après beaucoup de difficultés, parce que les Allemands coulaient les bateaux et, par conséquent, l'approvisionnement pour la France et l'Angleterre était rendu très difficile, nous étions arrivés en partant de ce principe, de ce point de départ plutôt, qu'il fallait agir en commun et non pas séparément, nous étions arrivés à ce que l'on a appelé le « pool du shipping », c'est-à-dire tous les bateaux, tous les moyens de transport de l'époque étaient mis en commun et chaque pays, la France, l'Italie, l'Allemagne... pas l'Allemagne, l'Angleterre, faisaient la preuve de leurs besoins et ces besoins étaient transportés par ce pool commun. C'était donc arrivée dans cette première guerre, la constatation, pas l'idée, la constatation qu'une action commune était absolument indispensable. Une action en commun était absolument indispensable. J'ai ensuite été nommé à la Société des Nations comme secrétaire général adjoint. J'y suis resté quelques années et là il m'est apparu clairement que les pays qui cherchaient à s'entendre dans ce conseil de la Société des Nations, s'ils avaient la disposition entière, totale, de leur souveraineté nationale, sans qu'aucun compromis ne soit nécessaire ou arrêté par certaines règles, ils n'arrivaient pas à s'entendre. Il suffisait qu'ils disent non pour que toute question soit... développement de toute question soit arrêté. Alors, je suis arrivé à la conclusion, à ce moment-là, que pour changer la forme des relations des pays entre eux – ce qui amène dans une mesure à changer les relations entre les peuples – il fallait autre chose que la bonne volonté. La bonne volonté n'est pas suffisante. Il faut, à un certain moment, certaines obligations. Or, le système qui existait à cette époque, entre les pays, c'était la bonne volonté et pas d'obligations. Et je ne savais pas quoi faire parce que j'étais hanté par cette idée que la guerre de '14 était bien une erreur, capitale, à mon avis. Les hommes mouraient etc., enfin, il fallait trouver une forme, à mon avis, de relations entre les peuples qui leur permette de régler leurs affaires, que leurs difficultés soient réglées en discussion et non pas en opposition les uns aux autres. Après ces quelques années à la Société des Nations, j'avais cette impression, cette opinion. Je suis parti et j'ai été dans les affaires de ma famille pendant une dizaine d'années, une quinzaine d'années. Puis est arrivé la seconde guerre. Alors, la seconde guerre, il me semblait qu'il était simple de refaire ce que j'avais proposé dans la première. Le gouvernement français et anglais m'ont nommé président d'un comité de coordination des approvisionnements de guerre, aussi bien civils que militaires. Je ne vous décrirai pas les détails de cette histoire qui était à la fin de '40, au commencement de '40, mais c'est alors que je pensais qu'il n'était pas suffisant – c'est évident à mon avis – que l'entente entre les pays pour les questions matérielles n'était pas suffisante. Qu'il fallait, puisque la France et l'Angleterre étaient engagées dans cette guerre, que leur destin en était le prix, il fallait qu'ils lient leur destin. Et c'est alors que j'ai proposé à monsieur Churchill la proposition qu'il a faite d'union franco-anglaise. Ça n'a pas abouti, c'était trop tard. À ce moment-là, le général de Gaulle est venu à Londres et il ne s'y est pas opposé, il n'était pas enthousiaste, mais enfin il n'était pas opposé. Après ça, j'ai été à Alger membre du comité national de libération. C'est alors que je suis revenu à Paris où De Gaulle m'a nommé commissaire au Plan et où ces messieurs ont participé avec moi à ce travail depuis le premier jour.

[Journaliste] Puis, il y a eu la seconde étape : l'étape politique.

[Jean Monnet] ...avec des gens comme Hirsch, Uri, Marjolin.